

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Gabriel de Broglie
(séance du lundi 6 janvier 2014)

Jean Tulard : La suppression de notre Classe en 1803 fut, comme vous l'avez très bien souligné, politique. Les Idéologues s'étaient opposés au Concordat et avaient même froncé le sourcil lors du rétablissement de l'esclavage en 1802. Les propos de Bonaparte sur « les Métaphysiciens » sont sans équivoque.

Mais, comme vous l'avez également souligné, la Classe des sciences morales et politiques ne fut pas épurée. Ses membres furent dispersés entre les autres classes, si bien que Talleyrand, dont le latin (d'Église) était assez limité, se retrouva parmi les latinistes des Inscriptions et Belles-Lettres et s'abstint en conséquence de reparaître à l'Institut.

Ce n'eût été que moindre mal si la réforme de 1803 n'avait pas eu pour effet d'amorcer une séparation entre les classes et de les orienter vers des académies qui, au cours du temps, seront de plus en plus autonomes et indépendantes les unes des autres. Ce fut là, de la part de Bonaparte, une erreur mortelle pour l'Institut. Rappelons-nous qu'avant 1803, Monge, Berthollet, Laplace, Lagrange, Bernardin de Saint-Pierre, Talleyrand, Chaptal, Volney, David, Houdon et Méhul ne parlaient que d'une seule voix. Après 1803, il n'y eut plus cette unité, il n'y eut plus cet Institut qui était inscrit dans la Constitution de 1795, privilège que nous avons perdu.

*

* *

Xavier Darcos : Si la suppression de la Classe des sciences morales et politiques en 1803 fut politique, comme vient de le rappeler Jean Tulard, la création de cette même Classe avait, elle aussi, été politique. Il s'agissait de créer un lieu où des esprits point trop marqués par l'aristocratie et le catholicisme pussent s'exprimer.

Il est intéressant de constater qu'ensuite, de 1803 à 1832, la difficulté à faire vivre ensemble ces esprits brillants, et notamment les Idéologues, est venue en grand partie de ces penseurs mêmes, qui se réclamaient souvent de l'athéisme et d'un regard physiologique ou scientifique sur la morale. Ils furent en effet perçus très vite comme des résistants à l'esprit religieux, tel Volney dont la brouille avec Napoléon remonte au Concordat.

En fin de compte, ne doit-on pas considérer que les sciences morales et politiques, de 1803 à 1832, ont été profondément et continument marquées politiquement ?

*

* *

Chantal Delsol : Nous savons que le lien entre morale et politique a été établi d'abord par Aristote, mais qu'il s'est défait à l'époque de Machiavel, après quoi

la politique, séparée de la morale, a servi exclusivement la durée, celle de l'État. Au XX^e siècle toutefois, Hitler a véritablement profané cette valeur de durée.

À vos yeux, est-ce que l'appellation « sciences morales ET politiques » est un rappel à Aristote ou faut-il y voir une autre signification ?

*
* *

Marc Fumaroli : Il est bon qu'ait été évoqué le Club de l'Entresol, créé en 1720, dont les membres se réunissaient dans l'appartement situé à l'entresol de l'Hôtel du président Hénault, sur la place que nous appelons aujourd'hui place Vendôme. Y eut lieu un grand dialogue entre le jeune Montesquieu et Lord Bolingbroke, homme d'État anglais, Tory réfugié en France, qui fit connaître aux Français le système anglais et ce qu'était la révolution de 1688. L'Abbé de Saint-Pierre participait aux réunions du Club de l'Entresol et Voltaire y fit son éducation politique.

À l'évidence, les activités du Club orientaient ce dernier vers la création d'une nouvelle académie qui aurait été une académie de sciences politiques. Mais, craignant que les idées développées par les membres du Club ne suscitassent quelque trouble dans l'opinion, le cardinal Fleury mit fin à l'activité du Club en 1731 et empêcha donc que fût créée une académie.

*
* *

Georges-Henri Soutou : La beauté de l'histoire de notre Institut est d'avoir réuni des académies très diverses par leurs origines, en renonçant toutefois finalement à les unifier. À l'étranger, je ne connais qu'un cas se rapprochant de la formule de l'Institut national de 1793 – encore n'est-il pas entièrement comparable –, c'est celui de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie qui, pourrait-on dire, regroupe l'équivalent de notre Institut et du CNRS. Dans les autres pays qui ont des académies, il me semble qu'elles sont toujours séparées selon leurs vocations respectives, ce qui donnerait à penser qu'il y a peut-être des raisons profondes, d'ordre intellectuel, à ce que les académies ne soient pas confondues au sein d'une même institution.

Cette séparation n'interdit toutefois pas, et j'y suis même très favorable, que les académies collaborent et mènent conjointement des recherches sur tel ou tel sujet d'intérêt commun.

*
* *

Jean Baechler : Vous n'êtes pas sans savoir que nous allons prochainement organiser un Entretien avec l'Académie des sciences, sur un thème qui nous est commun, celui des limites. Si cette expérience s'avère positive, il est entendu que nous essayerons d'institutionnaliser ce dispositif entre les cinq Académies réunies au sein de l'Institut.

*
* *

Bernard Bourgeois : Guizot assigne pour objet aux sciences morales et politiques la civilisation. Il distingue deux aspects de celle-ci, l'un extérieur, qui est l'objet des sciences sociales et politiques, l'autre intérieur et moral, qui est l'objet des sciences morales. Il considère que ces deux aspects sont fondamentalement liés. À l'issue de son cours de 1828 sur l'histoire de l'Europe, il déclare qu'il a traité de l'aspect extérieur durant l'année écoulée et qu'il va traiter l'année suivante de l'aspect intérieur. Il récuse donc par avance la grande coupure qui va devenir courante au XIX^e siècle entre les sciences normatives et les sciences positives et factuelles. Pour Guizot, il y a en effet du positif et du normatif aussi bien dans le moral et la morale que dans le social et le politique. N'a-t-il pas raison ? Il semble en effet difficile de saisir un fait sans le mettre en perspective sur une sorte d'idéal et aussi de définir un idéal en le coupant des faits.

À vos yeux, quel est pour Guizot l'aspect le plus important, celui qui fait l'objet des sciences morales ou celui qui fait l'objet des sciences politiques ?

J'ai beaucoup apprécié l'opposition que vous avez soulignée entre l'Encyclopédie et l'Académie, entre les Idéologues et le Premier Consul, futur auteur du Livre moderne, le Code. L'Encyclopédie, c'est la destruction du Livre, de la Bible, et son remplacement par la bibliothèque, par un ensemble de livres constitué en réseau, avec des renvois, mais sans unité. L'Académie, c'est l'unité, une unité qui doit mettre un terme au désordre encyclopédique. Cela renvoie à une critique que Guizot fait du XVIII^e siècle qui, après « le siècle du commandement », celui de Louis XIV, fut « le siècle de l'esprit », c'est-à-dire de la théorie qui, en son expansion gratuite, n'est pas applicable.

Le problème qui se pose est de trouver un moyen de concilier l'unité de l'Académie et la pluralité de ses disciplines ou de ses sections. Selon vous, comment peut-on y parvenir ?

Vous avez évoqué la tentative de notre confrère Allègre de créer une académie des « sciences humaines ». Les appellations ayant toujours une très grande importance, considérez-vous qu'il soit justifié de conserver dans notre Académie celle de « sciences morales et politiques » ?

*
* *

Réponses

À Jean Tulard : La réforme de 1803, qualifiée par vous d'erreur mortelle, fut certes une réforme politique, mais très subtile car l'Institut subsistait, avec quatre séances annuelles communes. Néanmoins, il est clair que chaque classe redevenait en quelque sorte une académie, ce qui réjouit tout le monde, à l'exception des Idéologues qui furent dispersés.

Peut-on parler d'une séparation fatale ? Il me semble qu'il faut introduire une étape intermédiaire entre l'époque évoquée et aujourd'hui. Cette étape est celle de Renan écrivant en 1867 :

« *L'Institut est une chose qui est propre à la France. Plusieurs pays ont des Académies qui peuvent rivaliser avec les nôtres pour l'illustration des personnes qui*

les composent et l'importance de leurs travaux: la France seule a un Institut, où tous les efforts de l'esprit humain sont comme liés en un faisceau, où le poète, le philosophe, l'historien, le critique, le mathématicien, le physicien, l'astronome, le naturaliste, l'économiste, le juriste, le sculpteur, le peintre, le musicien, peuvent s'appeler confrères. »

Cette constatation de Renan, nous pouvons aujourd'hui encore la faire nôtre. Le cadre dans lequel nous pouvons nous appeler confrères existe. On se doit toutefois de regretter qu'en se redéployant, les Académies n'aient pas été amenées à entreprendre davantage de travaux en commun. Il convient donc aujourd'hui d'encourager les initiatives de coopération interacadémique, tant il est vrai qu'il n'est pas de problème actuel concernant la société en général qui ne relève de la compétence conjointe de l'Académie des sciences et de l'Académie des sciences morales et politiques, pour ne citer que ces deux-là. Bien entendu, les opportunités de travaux ne doivent pas être saisies ou suscitées uniquement entre les cinq Académies de l'Institut, mais également avec des sociétés savantes et des académies correspondantes, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières. Le cadre dont nous disposons s'y prête et c'est à cela que nous nous employons.

Pour ces raisons, vous me pardonnerez de ne pas considérer avec vous que Bonaparte aurait commis en 1803 une « erreur mortelle ».

À Xavier Darcos : Les démarches de 1795 et de 1803 ont assurément été très – et même trop – politiques, celle de 1795 par utopisme et celle de 1803 par pragmatisme. Mais celle de 1816 le fut aussi car Louis XVIII aurait pu agir plus aisément s'il avait simplement rétabli les Académies. Au lieu de cela, il a choisi de maintenir cette structure dans laquelle nous vivons en une symbiose harmonieuse et aujourd'hui dépourvue de signification politique. Les soubresauts politiques qui se sont succédé jusqu'en 1852 appartiennent définitivement au passé et plus personne ne conteste aujourd'hui la nécessité de compagnies académiques dont la reconnaissance officielle ET l'indépendance sont la raison d'être.

À Chantal Delsol : Les deux qualificatifs de l'appellation « sciences morales et politiques » sont-ils cumulatifs ou distinctifs ? Y a-t-il des sciences morales et des sciences politiques ou bien y a-t-il des sciences qui sont à la fois morales et politiques ?

Les philosophes du XVIII^e siècle, notamment Condorcet, penchaient plutôt vers la conception cumulative. Mais cela n'apparaît guère dans la formulation dans la mesure où Condorcet parle de sciences morales et politiques et de sciences mathématiques et physiques. Or, la distinction évidente entre mathématique et physique amène, par symétrie, à en induire une semblable entre des sciences qui seraient morales et des sciences qui seraient politiques.

Quoi qu'il en fût, l'interprétation cumulative présida à la réforme de Guizot, lequel estimait que les sciences nouvelles étaient à la fois morales et politiques. Il n'est pas en effet de science de l'homme qui n'implique des considérations sur la morale et l'éthique. L'expression de « sciences morales et politiques » me paraît être simultanément la plus précise, la plus générale et la plus ambitieuse. On aurait donc grand tort d'accepter qu'elle soit remise en question ;

À Marc Fumaroli : Le Club de l'Entresol est manifestement la préfiguration de l'Académie des sciences morales et politiques. Le dialogue de Montesquieu avec Bolingbroke prélude à la fameuse idée des Doctrinaires de revenir à la substitution dynastique de 1688 en Angleterre, c'est-à-dire de changer de type de monarchie sans révolution.

Il peut être intéressant de constater que les fondateurs de 1789, 1791, 1793 et 1795 ont commencé par une critique du pragmatisme de Montesquieu et du Club de l'Entresol, contraire à une conception scientifique de la société.

À Georges-Henri Soutou : Établir un parallèle entre l'Académie des sciences de Russie et ce qui existe chez nous ne m'apparaît pas totalement pertinent. L'Académie russe est en effet une immense organisation qui a des centaines de laboratoires et des dizaines de milliers de collaborateurs. Je ferai la même remarque concernant l'Académie des sciences de Chine, gigantesque organisme sans aucune commune mesure avec l'Institut de France.

Un regard comparatiste nous montre que ce n'est qu'en Argentine, en dehors de la France, qu'existe une Académie des sciences morales et politiques et que nulle part ailleurs que dans notre pays n'existe un institut regroupant les académies, sauf en Espagne. Mais l'Institut d'Espagne, créé par Franco, en raison de son histoire et de son rôle ne saurait être considéré comme l'équivalent de l'Institut de France.

À Jean Baechler : Je me félicite avec vous du succès des Entretiens du lundi matin, institués à l'Académie des sciences morales et politiques sous votre présidence. Ces Entretiens constituent un enrichissement incontestable dans l'activité intellectuelle de nos compagnies et je ne peux qu'exhorter nos confrères à programmer de nouveaux Entretiens, à élargir les champs couverts par ces rencontres et à les organiser avec des acteurs et représentants variés de la société, issus du monde de l'enseignement, de l'armée, des médias ou d'autres domaines.

À Bernard Bourgeois : La coupure entre le normatif et le ponctuel me paraît aujourd'hui dépassée. Le problème est en effet de réunir, de concilier morale et exactitude. Une des plus grandes contributions de Guizot a sans aucun doute été de réunir les deux au sein d'une conception unique de la société, « les progrès de la civilisation », thème de ses cours avant 1830 et de ses publications après 1848, progrès qui englobent à la fois ceux des sciences exactes et ceux des sciences morales et politiques.

L'opposition entre les Idéologues et le Premier Consul, entre les théories de l'encyclopédisme et de l'académisme met face à face deux conceptions de la société en devenir. Mais nos confrères du temps du Directoire se sont trompés. Ils ont en effet cru qu'ils arrivaient au pouvoir et qu'ils pouvaient gouverner la société. Or, les sciences morales et politiques ne sont pas dans une position de commandement, mais dans une position centrale. Elles ne surplombent pas, mais ont pour finalité d'approfondir le savoir.

Comment concilier l'unité avec la pluralité des sections ? Je n'ai pas abordé le problème des sections car il est des académies, telle l'Académie des sciences, à vocation précise et particulière qui ont des sections, et même des divisions. Il est des académies, telle l'Académie des inscriptions et belles-lettres, avec des disciplines précises et particulières et qui n'ont pas de sections. Quant à l'Académie des sciences morales et politiques, en dépit de la très forte unité du concept des sciences morales et politiques, elle a des sections. Mais discuter du nombre de sections et du périmètre de chacune d'elles me paraît vain. En revanche, il convient que toutes les disciplines soient représentées au sein de l'Académie, au-delà même des frontières plus ou moins arbitraires établies par l'usage entre les sections.

La tentative de notre confrère Claude Allègre, lorsqu'il était ministre, a eu l'insuccès que l'on sait, mais si la création d'une académie des sciences humaines a pu

être proposée, c'est peut-être à cause d'une insuffisance de représentation de l'ensemble des disciplines au sein de l'Académie des sciences morales et politiques.

En tout état de cause, il y a un principe qu'il convient de retenir, c'est que l'Institut de France ne regroupe que des académies conceptuelles et pas d'académies professionnelles. C'est pour cela que l'Académie de médecine et l'Académie d'architecture n'ont jamais fait partie de l'Institut, même s'il y a des médecins à l'Académie des sciences et à l'Académie des sciences morales et politiques, tout comme il y a des architectes à l'Académie des beaux-arts. C'est pour la même raison que l'Académie des sciences ne s'est nullement opposée à la création de l'Académie des technologies, avec laquelle du reste elle entretient les meilleures relations. C'est pour cela enfin qu'il conviendrait de s'opposer à la création d'une Académie des sciences humaines car il ne s'agirait alors en aucun cas d'une académie professionnelle, mais bien d'une académie conceptuelle qui ferait double emploi avec l'Académie des sciences morales et politiques.

*

* *